

Écrit par Pierre Rousset

Mercredi, 21 Septembre 2011 22:49 - Mis à jour Mercredi, 21 Septembre 2011 22:53



Une campagne de solidarité est engagée en défense de Baba Jan, dirigeant du LPP – le Parti du travail pakistanais [1] et des autres personnes incarcérées dans la région de Gilgit-Baltistan, au nord du Pakistan. Baba Jan a été, selon les informations du LPP, torturé durant deux jours par les services secrets. Depuis plus d'un mois, des militants progressistes subissent une violente répression dans la région de Gilgit-Baltistan, les « Territoires du Nord » himalayens.

Le 11 août dernier, la police a tiré à balles réelles contre des personnes réclamant le paiement d'indemnités à la suite d'un glissement de terrain dévastateur qui s'était produit un an auparavant dans la vallée de la Hunza, le 4 juillet 2010. Ce glissement de terrain a provoqué d'importantes inondations et la formation d'un vaste lac ; le tout a détruit de nombreuses habitations et une voie de communication indispensable au commerce local avec la Chine. Les villageois accusent l'administration de les avoir laissé à l'abandon et d'avoir détourné les indemnités dues à 25 des 457 familles affectées.

Les villageois manifestaient le 11 août à l'occasion de la venue du ministre de la province. La police a froidement tué Afzal Baig (22 ans), puis son père, Sher Ullah Baig (50 ans) qui cherchait à le protéger. En réaction, le lendemain, la population d'Aliabad et d'autres localités d'Hunza s'est soulevé, se heurtant aux forces de l'ordre, incendiant un poste de police et un bureau préfectoral [2] Pendant quatre jours, la population a pris le contrôle de la ville.

Pour calmer la population, les autorités ont faussement prétendu que des poursuites étaient engagées contre les policiers meurtriers et ont accordé une compensation financières aux familles endeuillées. Elles en ont profité pour préparer la répression des milieux progressistes, afin d'imposer le silence sur les événements du 11 août. Ainsi, une semaine plus tard, le 19 août, 36 personnes ont été interpellées (dont 10 membres du LPP, six d'entre elles étant maintenues en détention). Une nouvelle vague d'arrestation a commencé le 16 septembre, avec 33 nouvelles interpellations.

Écrit par Pierre Rousset

Mercredi, 21 Septembre 2011 22:49 - Mis à jour Mercredi, 21 Septembre 2011 22:53

Six membres du LPP ont été initialement incarcérés. Baba Jan, membre du comité fédéral du LPP [3], un dirigeant du Front progressiste de la jeunesse (PYF [4], était très engagé dans les mobilisations populaires. Grâce à la résistance opposée par la PYF aux forces de l'ordre, il avait eu le temps d'échapper à l'arrestation le 19 août. Mais il restait recherché et risquait d'être sommairement exécuté (de « disparaître ») au cas où il serait capturé, victime d'une « exécution extrajudiciaire ». La région de Gilgit-Baltistan est tristement connue pour les violations des droits humains par les autorités. Baba Jan a donc choisi de se rendre à la justice, un mois après être entré en clandestinité, non sans avoir au préalable tenu une conférence de presse afin que nul ne puisse ignorer son sort.

Néanmoins, selon les informations réunies par le LPP, Baba Jan a été enlevé de sa cellule par les services secrets pakistanais – ISI [5] – puis torturé pendant deux jours : suspendu par des cordes, sévèrement battu pour avoir lutté en faveur de populations victimes du changement climatique ! L'ISI voulait lui faire « avouer » qu'il était responsable de l'incendie du bureau préfectoral – à quoi il a répondu qu'il n'était arrivé sur les lieux que plus tard.

Si Baba Jan est ainsi ciblé par la répression, c'est qu'il a joué un rôle très actif, avec le LPP et le PYF, pour faire connaître au Pakistan le scandale du 4 juillet 2010 et ses suites. Grâce notamment à leur action, aux conférences de presse tenues à Lahore, Karachi et Islamabad, cette question a fait le « une » de la presse nationale.

Le LPP engage une campagne de solidarité pour la libération de Baba Jan et des autres détenus, ainsi qu'en défense de toutes les victimes de la répression. Il exige l'abandon des fausses accusations portées contre les manifestants et une indemnisation effective de toutes les personnes affectées par le glissement de terrain du 4 juillet 2010. Cette campagne sera menée au Pakistan comme sur le plan international. Nous en rendrons régulièrement compte.

La Commission asiatique des Droits humains (Asian Human Rights Commission – AHRC), basée à Hongkong a lancé depuis juillet déjà un appel contre la répression à Gilgit-Baltistan [6].

Pour l'heure, des lettres de protestation peuvent être envoyées aux ambassades pakistanaises et des messages de solidarité peuvent être envoyés au LPP (labour_party@yahoo.com).

Pierre Rousset (ESSF)

Pour retrouver toute l'information disponible sur [ESSF](#) concernant cette question, utilisez les mots clés JAN Baba et Gilgit Baltistan

[1] Labour Party Pakistan.

[2] « The office of the Deputy Commissioner »

[3] Il a rejoint le LPP en 2004 et a été élu à son comité fédéral lors du 5e congrès de Faisalabad, en 2010.

[4] Progressive Youth Front.

[5] Inter-Services Intelligence ou Direction pour le renseignement inter-services.

[6] Voir <http://www.urgentappeals.net/support.php?ua=AHRC-UAC-149-2011>